

Les évêques doivent intervenir dans le champ politique

Author : Maximilien Bernard

Categories : [Identité catholique](#)

Date : 2 septembre 2010

Dans [Présent](#) du 2 septembre, Jeanne Smits revient sur la visite du cardinal André Vingt-Trois chez Brice Hortefeux :

"Qu'il ait été reçu ainsi est à la fois bon et mauvais signe. On préfère une situation où les responsables de l'Eglise peuvent être entendus, voire écoutés (surtout lorsqu'ils parlent juste, ce qui n'est pas gagné d'emblée). En l'occurrence, semblant faire marche arrière au nom de certains de ses confrères, le cardinal Vingt-Trois a voulu montrer que l'Eglise de France ne joue pas le jeu de l'opposition frontale :

« Nos interventions ne se situent pas dans le champ politique, nous n'avons pas l'intention d'attaquer le président de la République, ni le ministre de l'Intérieur, ni n'importe quel ministre », a-t-il déclaré. Ce sont les personnes qui lui importent : **« Il faut aider ces personnes à sortir de leur situation »**, a-t-il ajouté.

Mais cela n'est pas satisfaisant. Devant une situation injuste, non conforme à la loi naturelle, promue et fomentée par l'Etat, n'y a-t-il pas un devoir d'opposition, quitte à attaquer les responsables politiques ? **On a assez reproché à Pie XII son « silence » (alors même qu'il n'en fut pas un) pour ne pas se laver les mains aujourd'hui devant le « champ politique ».**

Et alors, de deux choses l'une : ou bien le cardinal aurait dû tempêter contre la tyrannie d'un pays qui expulse des indésirables, ou bien il aurait dû, tout en plaidant légitimement pour ceux qui souffrent, rappeler clairement la doctrine *politique* de l'Eglise qui reconnaît non seulement les droits des personnes, mais les droits de l'Etat à se sauvegarder et à protéger d'abord les siens."